

JOHN LIPSKY

Senior Fellow au Foreign Policy Institute de la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies de l'Université Johns Hopkins

Jean-Claude Trichet, président de l'Académie des sciences morales et politiques, ancien président de la Banque centrale européenne, gouverneur honoraire de la Banque de France

Je me tourne vers John. Ne soyez pas surpris si nous abordons de nombreux problèmes différents, l'idée de cet atelier est traditionnellement que nous abordons beaucoup de problèmes et que nous découvrons ensuite qu'il nous en manque deux ou trois qui sont très importants mais qui devraient venir du public. John, vous avez la parole.

John Lipsky, Senior Fellow au Foreign Policy Institute de la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies de l'Université Johns Hopkins

Je vous remercie. Notre président nous a demandé de concentrer nos remarques sur un sujet précis, c'est pourquoi j'aborderai ce qui se passe en matière de commerce international. Comme je l'ai dit hier en séance plénière, de 1950 à 2008 – presque sans exception – le commerce international a connu une croissance plus rapide que l'économie dans son ensemble. En d'autres termes, le commerce a été un moteur clé et durable de l'expansion mondiale – exactement comme l'avaient prévu les architectes du système international d'après-guerre.

Depuis 2012 – essentiellement depuis le déclin du Covid – nous avons vécu l'inverse, c'est-à-dire une décennie au cours de laquelle, huit années sur dix, le commerce a augmenté plus lentement que l'économie globale, et il y a de nombreuses raisons de penser que cela pourrait être un phénomène courant à l'avenir. En général, la croissance mondiale post-Covid a été relativement lente, ce qui a entraîné une croissance plus lente des revenus personnels par habitant et reflète également une croissance démographique plus lente. Néanmoins, la croissance relativement lente des échanges commerciaux a suscité des inquiétudes quant à une éventuelle démondialisation, fragmentation, etc. Dans le même temps, le fonctionnement et l'efficacité de l'Organisation mondiale du commerce se sont considérablement détériorés.

L'une des principales priorités du premier sommet des dirigeants du G20, qui a eu lieu en novembre 2008, était d'empêcher de nouvelles restrictions commerciales et de promouvoir l'adaptation à la nouvelle libéralisation, en particulier la conclusion réussie du cycle pour le développement de Doha de l'OMC. Or, en l'occurrence, c'est le contraire qui s'est produit. De nouvelles mesures protectionnistes ont été adoptées et le cycle de Doha a été complètement abandonné. Par ailleurs, le mécanisme de règlement des différends de l'OMC s'est de fait effondré, symbolisant une détérioration de la structure fondée sur des règles sous-jacentes au système commercial.

Il convient de réfléchir plus largement aux aspects sous-jacents de la détérioration du rôle relatif du commerce dans la croissance mondiale. Pendant la majeure partie de la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, l'expansion du commerce a été motivée par des considérations de coût et d'efficacité. Ces incitations économiques à l'expansion des

échanges ont été créées par, entre autres mesures, l'ouverture des marchés, la réduction des restrictions et la baisse des droits de douane.

Cette focalisation sur la création de nouvelles incitations économiques par le biais du commerce contrastait directement avec l'opinion auparavant largement répandue selon laquelle le remplacement des importations et/ou la planification centrale étaient des stratégies viables de développement. Je me souviens du travail important de la Commission sur la croissance et le développement créée par la Banque mondiale et présidée par Michael Spence, lauréat du prix Nobel. La Commission a conclu qu'il n'existe aucun cas de développement durable d'économies émergentes ou en voie de développement qui n'implique pas une ouverture aux marchés mondiaux.

Il est préférable de considérer ce qui se passe actuellement comme le reflet d'un changement de priorités plutôt que d'un abandon de la recherche de l'efficacité économique ou d'un abandon du message de la Commission. Ces priorités nouvellement soulignées peuvent être caractérisées comme une préoccupation accrue en matière de sécurité, y compris la sécurité de l'approvisionnement énergétique, de l'alimentation et de la santé, et de la technologie.

Comme mon amie Marsha Vandenburg l'a indiqué, la principale et nouvelle préoccupation en matière de sécurité reflète « trois C ». Le premier C est le conflit, souligné par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, par le conflit entre Israël et le Hamas et par les tensions entre les États-Unis et la Chine. Le deuxième C est la Covid, qui a encouragé la reconnaissance des menaces potentielles pour la résilience des chaînes d'approvisionnement – d'où le danger de s'appuyer sur le commerce extérieur et d'éviter d'éventuels goulots d'étranglement dans les transports. Le troisième C est le climat et la nécessité évidente d'une coopération internationale pour relever ce défi, mais aussi la possibilité que des mesures axées sur le climat – comme une taxe d'ajustement aux frontières sur le carbone – puissent créer de nouveaux obstacles au commerce.

Enfin, comme nous l'avons évoqué plus tôt dans la journée, des inquiétudes sont apparues quant à l'évolution des technologies émergentes et à la prolifération associée de nouvelles formes de subventions ainsi que de nouvelles formes de restrictions commerciales. Comme nous l'avons entendu ce matin, les subventions dans ce domaine deviennent si omniprésentes qu'elles n'ont pratiquement aucun sens : si tout le monde bénéficie de subventions, personne ne tire d'avantage particulier de l'application de subventions. D'autres préoccupations concernent le commerce des données et les inquiétudes associées concernant la sécurité des données et l'accès transfrontalier aux données.

Les dernières données font également état d'une réaffectation géographique des échanges. Cela pourrait être qualifié de détournement de commerce, mais dans tous les cas, la croissance des exportations de produits manufacturés a été notable au Bangladesh, en Indonésie, au Vietnam, au Cambodge, en Inde et, concernant les États-Unis, en particulier au Mexique. Des recherches récentes ont montré que, dans de nombreux cas, les entreprises qui sont à l'origine de l'expansion des échanges sur ces marchés découlent en réalité de l'investissement d'entreprises qui implantaient auparavant leurs activités en Chine.

Pour l'avenir, la récente déclaration du sommet du G20 comprenait une nouvelle section sur le commerce qui déclarait que les dirigeants du G20 s'engagent en faveur d'un système commercial « fondé sur des règles, non discriminatoire, juste, ouvert, inclusif, équitable, durable et transparent, avec l'OMC en son centre ». Quelles sont les mesures qui ont été convenues pour y parvenir ? Premièrement, ils se sont engagés à ressusciter le système de règlement des différends d'ici l'année prochaine – je leur souhaite bonne chance. Ils vont promouvoir les exportations des micro, petites et moyennes entreprises ; ils soutiendront le cadre générique du G20 pour cartographier les chaînes de valeur mondiales ; ils poursuivront



leurs travaux sur les principes de haut niveau sur la numérisation des documents commerciaux ; et ils soutiendront le programme « Aide pour le commerce » de l'OMC. Franchement, cela ne semble pas être un programme très actif visant à inverser les tendances commerciales sous-jacentes.

Ma conclusion est que ces trois C – conflit, Covid, climat – et T, technologie, vont avoir un impact continu sur le commerce mondial, et il faudra un certain temps avant que la reconstruction d'un système commercial conforme aux objectifs annoncés par l'OMC ne donne des résultats clairs.

Jean-Claude Trichet

Merci beaucoup. Vous avez anéanti un point de ma très petite liste de points positifs car je voulais dire que malgré les tensions géostratégiques, malgré les querelles et les guerres, nous avons un communiqué du G20, l'ensemble de la communauté internationale l'a signé. Le triomphe de l'Inde, qui a réussi à obtenir ce communiqué, a été tout à fait remarquable. Dans notre domaine purement financier également, le système du Comité de Bâle, le Conseil de stabilité financière qui rendent compte au G20, continuent de fonctionner. Nous avons donc là quelque chose qui tient peut-être du miracle mais qui continue de fonctionner. Nous verrons. Mais votre scepticisme est parfaitement justifié.

John Lipsky

Je parlais uniquement du commerce.

Jean-Claude Trichet

Vous avez raison sur le commerce, nous risquons fort d'être déçus, c'est tout à fait clair. Merci beaucoup.